

dimanche, 9. Octobre 2016



SOMMAIRE Cliquez sur les titres pour lire les articles

Marché & Economie.....	2
<i>La CNUCED optimiste pour la reprise des IDE vers Algérie en 2016</i>	<i>2</i>
<i>Congrès mondial de l'énergie du 9 au 13 octobre à Istanbul : dans le sillage d'Alger</i>	<i>2</i>
<i>Importations de lait : Baisse de plus de 27%.....</i>	<i>3</i>
<i>Le chef du gouvernement tunisien aujourd'hui à Alger</i>	<i>4</i>
<i>Production du vinaigre : Plusieurs infractions constatées</i>	<i>4</i>
<i>Appel à introduire les techniques innovantes afin de booster les exportations agricoles.....</i>	<i>5</i>
<i>5e édition de la Compétition annuelle des jeunes entrepreneurs.....</i>	<i>5</i>
<i>Des Institutions internationales rassurées sur l'Algérie</i>	<i>6</i>
<i>Le marché de l'Afrique Sub-saharienne visé par SAIDALYA</i>	<i>7</i>
<i>L'Algérie a importés pour 19 millions \$ de plantes</i>	<i>7</i>
Commerce	7
<i>Ooredoo lance la 4G à Tizi-Ouzou, Tlemcen et Béchar au même prix que la 3G.....</i>	<i>8</i>
<i>Le taux de couverture du réseau 4G de Mobilis a atteint les 15 %</i>	<i>8</i>
Transactions & Contrats.....	8
<i>Des puces électroniques et imprimantes 3D fabriquées en Algérie.....</i>	<i>8</i>
Régions.....	9
<i>Béjaïa : Arrière-port, de nouvelles voies d'accès seront réalisées</i>	<i>9</i>
<i>Béjaïa : Recul des projets financés</i>	<i>9</i>
<i>Kadiria : Plus de 22 km de pistes agricoles en voie d'aménagement.....</i>	<i>10</i>
Divers	10
<i>Marché mondial des céréales : Vers une baisse des prix record en 2017.....</i>	<i>10</i>



CCI ALGÉRO-FRANÇAISE

غرفة التجارة و الصناعة الجزائرية-الفرنسية

Siège social : 38 rue Abou Noues Hydra, Alger

Accueil & Bureaux : Villa Malglaive

01 rue du professeur Vincent Telemly, Alger

Tél: +213 (0) 23 507 019

Fax: +213 (0) 23 507 032

cciaf@cciaf.org

www.cciaf.org

NOS EVENEMENTS SUR

WWW.CCIAF.ORG

La CNUCED optimiste pour la reprise des IDE vers Algérie en 2016

Source : Maghreb Emergent

La Conférence des Nations Unies sur le commerce et l'investissement (Cnuced) a prévu jeudi un rebond des flux d'investissements directs étrangers (IDE) vers l'Algérie en 2016 grâce au changement de cap en matière de politiques d'investissement.

Dans son enquête sur les tendances d'investissements dans le monde, publiée jeudi, l'organisation onusienne souligne que "la libéralisation des régimes d'investissement et la privatisation des actifs appartenant à l'Etat devraient donner un coup de pouce aux IDE" entrant en Afrique, citant en cela l'exemple de l'Algérie.

Le changement de cap en matière de politiques d'investissement et la reconfiguration du capital des entreprises d'Etat devraient aider l'Algérie à drainer plus d'IDE.

La Cnuced s'attend à une hausse des flux à destination de l'Algérie avec la cession d'actions dans 20 champs pétroliers et gaziers, envisagées par le groupe Sonatrach. L'organisation ne fournit pas cependant une estimation chiffrée sur le volume d'IDE attendus en 2016.

Ce rebond interviendra après un recul enregistré en 2015 en termes de flux entrant à -587 millions de dollars contre 1,5 milliard de dollars en 2014, selon des estimations publiées en juin dernier par la Cnuced.

Les chiffres de juin ont cependant fait état d'une progression du stock d'IDE entrant, qui représente le total des investissements directs étrangers captés par l'Algérie en 15 ans, de 3,3 mds de dollars à fin 2000 à 26,2 mds de dollars en 2015.

L'enquête souligne que la suppression des obstacles à l'investissement dans plusieurs pays africains, dont l'Algérie devrait aider à drainer plus d'IDE vers le continent.

Pour 2016, l'Afrique va s'en sortir mieux que les autres régions du monde où les IDE sont attendus à la baisse. La Cnuced relève que le continent va renouer en 2016 avec la croissance des IDE, en tablant sur une hausse de 6% par rapport à 2015 à près de 60 milliards de dollars. Les pays d'Afrique du nord enregistreront la plus importante hausse, mais des pays comme le Mozambique, l'Ethiopie et le Rwanda vont également voir leur flux d'IDE s'inscrire dans une trajectoire de croissance, selon les mêmes prévisions.

Ces investissements sont attendus dans des secteurs tels que l'électricité, le gaz, les ressources en eau, la construction, le transport et l'industrie mécanique.

Durant le premier semestre 2016 les flux d'IDE captés par l'Afrique ont avoisiné les 29 milliards de dollars en hausse de 25% par rapport à la même période de l'année passée.

Les IDE dans le monde devraient baisser de 10 à 15%

Par ailleurs, l'Organisation onusienne note que les flux dans le monde devraient enregistrer une baisse de 10 à 15% à près de 1,6 trillion de dollars.

Le recul prévu en 2016 qui traduit la fragilité de l'économie mondiale sera suivi par un redressement en 2017 et 2018.

Les flux d'IDE devraient progresser à 1,8 trillion de dollars mais ils resteront inférieurs à leur pic d'avant la crise, prévoit cette enquête. "Cette baisse d'IDE est inquiétante, parce que l'économie mondiale a besoin des investissements en urgence pour la reprise", a déclaré le secrétaire générale de la Cnuced, Mukhisa Kituyi.

Le dernier rapport de la Cnuced publié en juin dernier a fait état d'une hausse importante des flux d'IDE dans le monde en 2015 qui ont atteint 1,76 trillion de dollars, un plus haut jamais enregistré depuis la crise financière. Pour 2016, la Chine, l'Inde et les Etats-Unis resteront les trois principaux pays récepteurs d'investissements étrangers, alors que Hong Kong (Chine) et Singapour devraient sortir du classement top 14 des meilleures destinations pour l'investissement étranger. Huit pays en développement, essentiellement de l'Asie et de l'Amérique Latine, figure dans ce classement, confirmant les bonnes perspectives de croissance pour ces deux régions à long terme.

La reprise des IDE dans les pays développés risque de s'arrêter en 2016. La Cnuced prévoit déjà une baisse de 11% des flux à près de 880 milliards de dollars.

Congrès mondial de l'énergie du 9 au 13 octobre à Istanbul : dans le sillage d'Alger

Source : El Moudjahid

Le 23e Congrès mondial de l'énergie se tiendra du 9 au 13 octobre à Istanbul (Turquie) avec la participation du ministre de l'Energie, Noureddine Boutarfa, a indiqué

hier un communiqué du ministère. Une délégation composée de cadres du ministère de l'Énergie ainsi que des PDG de Sonatrach et de Sonelgaz, respectivement Amine Mazouzi et Mustapha Guitouni, accompagnera M. Boutarfa à ce Congrès organisé sur le thème « adopter les nouvelles frontières ».

Durant les travaux de ce Congrès, le ministre interviendra lors d'une session consacrée aux hydrocarbures ainsi qu'à une table ronde ministérielle sur le « Trilemme de l'énergie », précise le communiqué. A travers ce Trilemme énergétique, il s'agira pour les participants de voir comment produire, de façon sûre et stable, une énergie peu chère et accessible à tous et avec un impact environnemental faible.

Lors de son séjour à Istanbul, M. Boutarfa aura également des rencontres avec des ministres chargés de l'énergie ainsi que des responsables de compagnies énergétiques. La 23e édition du Congrès mondial de l'énergie « permettra un dialogue entre les ministres de l'Énergie et les leaders du monde des affaires, des finances et des universités des quatre coins du monde qui vont débattre, lors des sessions plénières et tables rondes, des différentes options de système pour une fourniture durable d'énergie au niveau national, régional et mondial », note le ministère. Ce Congrès, qui constitue l'événement international phare du Conseil mondial de l'énergie, est le premier forum multi-énergétique mondial ayant pour objectif de mieux faire comprendre aux participants les enjeux et les solutions énergétiques dans une perspective mondiale.

A souligner qu'en marge de ce Congrès, une réunion informelle entre l'Opep et la Russie pourrait se tenir afin de tenter de trouver un accord entre les producteurs Opep et non-Opep de nature à stabiliser les marchés de

brut, a indiqué M. Boutarfa dans une interview à une chaîne de télévision nationale.

La Russie, deuxième producteur mondial de pétrole, « est disposée à coopérer avec les pays Opep s'ils s'entendent entre eux », a-t-il dit. Une réunion extraordinaire de l'Opep, tenue fin septembre à Alger, a décidé de réduire la production globale de l'Organisation à une fourchette comprise entre 32,5 et 33 millions de barils par jour. Depuis cette réunion de l'Opep à Alger, les cours du Brent enregistrent des hausses successives en atteignant vendredi dernier à Londres 51,93 dollars.

Entretiens entre la Russie et des ministres de l'Opep

Le ministre russe de l'Énergie, Alexandre Novak, a indiqué vendredi dernier qu'une série de réunions bilatérales avec des ministres de l'Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole (Opep) aura lieu à Istanbul en Turquie, en marge du Congrès mondial de l'Énergie.

« Il a été convenu au préalable de tenir des consultations avec les pays présents à Istanbul. Nous allons tenir des entretiens bilatéraux avec les ministres de l'Opep pour discuter des actions communes à entreprendre. Il s'agit-là d'un pas supplémentaire important vers la réalisation de notre arrangement (ndlr : Accord d'Alger) à savoir la limitation de la production », a souligné le ministre russe à la presse.

« Nous allons rencontrer également le secrétaire général de l'Opep, Mohamed Barkindo. Toutes les questions essentielles seront évoquées durant nos entretiens, notamment les dernières décisions » a déclaré M. Novak.

Le 28 septembre dernier, lors de la rencontre d'Alger tenue en marge du 15e Forum international de

l'Énergie, les pays de l'OPEP se sont accordés à réduire leur production de 700.000 barils par jour, soit à un niveau de 32,5 à 33 millions de barils. L'Organisation devra, toutefois, dans la prochaine étape, préciser le volume de production pour chaque pays membre.

Ce sujet sera traité le 30 novembre à Vienne lors de la réunion ordinaire de l'Opep. L'Opep, avec d'autres pays exportateurs de pétrole, cherche à stabiliser un marché du brut qui a connu de fortes perturbations ces deux dernières années marqué notamment par un déséquilibre entre l'offre et la demande et une chute drastique du cours du baril.

Importations de lait : Baisse de plus de 27%

Source : El Moudjahid

La facture d'importation de lait (y compris matières premières) a reculé à 557,58 millions de dollars (usd) durant les huit premiers mois de 2016, contre 770,3 millions usd à la même période de 2015, soit une baisse de 27,61%, a appris l'APS auprès des Douanes. Les quantités importées (lait en poudre, crèmes de lait et matières grasses laitières utilisées comme intrants) ont reculé pour s'établir à 236.931 tonnes (T) contre 258.913 T, soit une réduction de 8,5% entre les deux périodes de comparaison, indiquent les chiffres du Centre national de l'informatique et des statistiques des douanes (Cnis). Outre la baisse des quantités importées, la facture a surtout reculé en raison de la chute des prix mondiaux de cette denrée alimentaire. En effet, la moyenne des prix à l'importation par l'Algérie des poudres de lait sur les 5 premiers mois de 2016 s'est établie à 2.425 usd/tonne contre 2.962 usd/tonne sur la même période de 2015, soit une baisse 18,1%. Afin de réduire les importations de ce produit et de promouvoir la filière lait, de nouvelles mesures avaient été décidées par le gouvernement en faveur des éleveurs et des

opérateurs de ce secteur en augmentant la subvention du lait cru et en encourageant l'investissement, avec l'objectif de baisser les importations de la poudre de lait de 50% à l'horizon 2019. Le gouvernement a ainsi décidé que le prix de référence du litre de lait cru de vache soit fixé à 50 DA (contre 46 DA auparavant), se répartissant entre 36 DA le prix de cession du lait cru aux laiteries et 14 DA de subvention de l'Etat, contre, respectivement, 34 DA et 12 DA auparavant. En réponse à la préoccupation des éleveurs relative à l'accès à l'aliment de bétail et à la régulation du marché de ce produit, il a été décidé d'approvisionner directement les éleveurs en matière de son (résidu de mouture de blé). D'autres mesures de facilitation à moyen terme ont été prises par le gouvernement afin d'asseoir une stratégie de relance de la filière lait. Il s'agit notamment de l'accès des professionnels de la filière lait au foncier agricole pour leur permettre d'investir en amont de cette filière et concourir au développement des grandes cultures (céréales et fourrages). Les pouvoirs publics ambitionnent, dans ce cadre, de promouvoir la création de fermes modernes intégrées pour l'élevage bovin laitier et la production de céréales et de fourrages dans le cadre de contrats-programmes. Il s'agit aussi d'encourager l'utilisation du crédit de campagne « R'fig » pour investir dans la production des fourrages, tandis que les coopératives des éleveurs seront incitées à recourir à l'exploitation des périmètres irrigués, notamment dans les Hauts Plateaux et le Sud.

[Le chef du gouvernement tunisien aujourd'hui à Alger](#)

Source : El Moudjahid

Le développement transfrontalier et la situation sécuritaire seront les principales questions à l'ordre du jour de la première visite de travail en Algérie

qu'effectuera, aujourd'hui, le chef du gouvernement tunisien à la tête d'une délégation. Youssef Chahed et son gouvernement, entré en fonction au mois d'aout dernier, portent sur leurs épaules la lourde tâche de remettre le pays sur les rails.

[Production du vinaigre : Plusieurs infractions constatées](#)

Source : El Moudjahid

Plusieurs infractions ont été constatées dans la production nationale du vinaigre telles la tromperie sur la nature du produit et la fraude sur sa composition, a appris l'APS auprès d'un responsable de la Direction du contrôle économique et de la répression des fraudes du ministère du Commerce. Ce constat est basé sur une enquête de vérification de la conformité du vinaigre menée cette année à travers près de 700 interventions opérées à tous les stades de la mise à la consommation du vinaigre et des condiments acidifiants pour assaisonnement (produits à base d'une dilution de l'acide acétique chimique dans l'eau potable). Les résultats des analyses effectuées ont relevé la non-conformité de 44% d'échantillons de vinaigre examiné, soit 62 sur 140 échantillons, et la non-conformité de 56% d'échantillons de condiments acidifiants analysés (31 sur 55 échantillons). Ces opérations se sont soldées par l'établissement de 58 procès-verbaux de poursuites judiciaires à l'encontre des contrevenants et la saisie d'une quantité de 23.701 litres de vinaigre d'une valeur de 231.392 DA. Les principales infractions relevées sont liées particulièrement à la tromperie sur la nature du produit, qui consiste en l'utilisation de la dénomination « vinaigre » pour un produit fabriqué à base d'acide acétique chimique dilué. Il s'agit aussi de la fraude sur la composition du vinaigre dont la teneur en acide acétique chimique est inférieure à 50 grammes/litre, et

la fraude dans la composition du condiment dont la teneur en acide acétique chimique est inférieure à ce qui est mentionné sur l'étiquetage. En outre, il a été constaté la propagation du produit dénommé « condiment acidifiant pour assaisonnement » sur le marché national, un produit méconnu par la majeure partie des consommateurs qui considèrent ce produit comme étant du vinaigre du fait que son mode de présentation se confond avec celui du vinaigre (forme de la bouteille, couleur du liquide...). Cette pratique, souligne la même source, « crée une confusion dans l'esprit du consommateur. »

Utilisation abusive de l'additif alimentaire E260

L'enquête note aussi que l'acide acétique chimique du produit dénommé « condiment acidifiant pour assaisonnement » est un additif alimentaire « E260 » et que, par conséquent, ne doit en aucun cas être utilisé comme ingrédient principal d'une denrée alimentaire, et ce, conformément à la réglementation en vigueur. Cette enquête a été lancée suite aux multiples requêtes parvenues au ministère du Commerce faisant état de la commercialisation d'un produit présenté comme du vinaigre mais qui est fabriqué à base d'acide acétique chimique dilué dans de l'eau potable. Ce qui est contraire aux conditions de mise à la consommation des vinaigres. Pourtant, le Centre algérien du contrôle de la qualité et d'emballage (Cacqe) définit le vinaigre comme étant un liquide préparé à partir d'une matière contenant de l'amidon ou des sucres (raisin, pomme ou blé). Ces matières, explique-t-il, subissent une double fermentation : alcoolique où les sucres sont transformés en alcool, et la fermentation acétique où tout l'alcool est transformé en acide acétique naturel qui est le composant essentiel du vinaigre. « Contrairement à ce que l'on peut croire, le degré indiqué sur chaque bouteille de vinaigre ne mesure pas la proportion

d'alcool contenu dans ce breuvage mais le taux d'acidité dudit vinaigre. La mention 0% d'alcool qu'on trouve parfois sur les emballages ne veut donc rien dire », relève le même responsable. Selon le Cacqe, l'ajout d'acide acétique de synthèse dans le vinaigre est interdit par la réglementation. L'utilisation exclusive d'acide acétique de synthèse ne peut faire l'objet de la dénomination « vinaigre » mais de la dénomination « Condiment alimentaire ou acidifiant pour assaisonnement » qui n'a rien à voir avec le vinaigre.

[Appel à introduire les techniques innovantes afin de booster les exportations agricoles](#)

Source : APS

La géothermie, l'irrigation par injection, l'intensification de la production sont autant de techniques innovantes dont l'Algérie peut tirer profit pour augmenter sa production agricole et se placer sur les marchés extérieurs, ont estimé mercredi des experts qui mettent en avant l'énorme potentiel naturel du pays.

Outre les conditions agro-climatiques, l'Algérie recèle des potentialités naturelles qui peuvent être exploitées de façon rationnelle en recourant aux technologies innovantes, s'accordent à dire ces spécialistes qui s'exprimaient en marge du 16ème salon international de l'élevage et de l'agro-équipement (Sipsa-Sima).

La géothermie est l'une des techniques innovantes qui est recommandée par certains experts pour développer l'agriculture saharienne notamment les cultures maraîchères. "Cela nous permet d'obtenir des productions de primeurs dont plusieurs marchés extérieurs en sont très demandeurs", a affirmé à l'APS, Mokrane Nouad, expert à la Fondation Filaha Innov.

D'après lui, le recours à cette technologie "est plus que bénéfique pour l'économie agricole à l'heure où le pays n'exporte que l'équivalent de 0,2% de son potentiel en fruits et légumes".

Cette technique est possible vu que l'Algérie possède 80% des réserves d'eau de la nappe albiennaise qu'elle partage avec la Tunisie et la Libye. Ce seau stockée à des milliers de mètres de profondeur a une température dépassant les 70°C.

En effet, cette eau chaude a un double intérêt. L'énergie qu'elle dégage permet durant les périodes froides de chauffer la serre afin de réduire l'écart de température existant entre le jour et la nuit dans les régions sahariennes.

Il s'agit d'utiliser les calories de l'eau pour obtenir des températures optimales pour le produit tel que la tomate et de récupérer l'eau afin de la stocker pour ensuite l'utiliser dans l'irrigation, explique Khaled Ayadi, Pdg d'une société tunisienne de production de maraîchers avec de la géothermie.

"Cette technique nous permet de produire dans des périodes durant lesquelles d'autres pays ne peuvent pas produire. Nous ne pouvons pas être aussi compétitifs qu'on peut l'être dans cette zone géothermique", a-t-il dit.

Cet opérateur est actuellement en discussion avec un investisseur algérien pour réaliser un projet de production de maraîcher à El Oued.

"Nous avons un savoir-faire que nous voulons exploiter en Algérie et produire grâce à une ressource naturelle écologique et gratuite", a ajouté cet opérateur qui

exporte depuis une vingtaine d'année dans plusieurs pays dans le monde.

Le Salon de l'élevage et de l'agro-équipement Sipsa-Sima avait ouvert ses portes mardi au Palais des expositions avec la participation de près de 600 exposants représentant 25 pays dont les Etats-Unis, pays invité d'honneur.

Il s'agit de la 16ème édition de Sipsa qui s'est associée cette année avec le Salon mondial des fournisseurs de l'agriculture et de l'élevage pour créer un nouveau salon Sipsa-Sima Algérie dédié à l'élevage et à l'agro-équipement en Afrique. Cette manifestation économique prend fin vendredi.

[5e édition de la Compétition annuelle des jeunes entrepreneurs](#)

Source : El Moudjahid

Pour récompenser les meilleurs projets d'entreprise, INJAZ El-Djazaïr a organisé, jeudi dernier à l'hôtel El-Aurassi, la cérémonie de remise de prix aux lauréats de la 5e compétition des Jeunes entrepreneurs de l'année 2016.

Organisée sous le haut patronage du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, cette nouvelle édition a vu la participation de plus de 1.000 étudiants, représentant pas moins de 17 grandes écoles et universités algériennes (informatique, commerce, architecture, polytechnique, électronique, sciences, etc.).

Les participants ont bénéficié d'un accompagnement d'une cinquantaine de cadres bénévoles du secteur privé leur permettant de mener à bien leurs projets,

stimuler leur esprit entrepreneurial et leur faire découvrir le monde de l'entreprise. Lors de la demi-finale, 20 équipes ont présenté et exposé leur projet d'entreprise, ainsi que leur rapport de fin d'activité devant un jury de professionnels qui a examiné et évalué les rapports de gestion préparés par les candidats. Ces derniers ont répondu aux questions du jury sur les différents aspects en rapport avec leurs projets et produits.

Sponsorisée par l'opérateur téléphonique, leader des technologies de la communication, Ooredoo, la cérémonie a été caractérisée par la présence de nombreux officiels et personnalités du monde de l'entreprise et de l'enseignement supérieur, ainsi que des cadres de l'opérateur et représentants des médias. Prenant la parole, lors de la soirée, le directeur des ressources humaines d'Ooredoo, qui a lu le message destiné aux lauréats du directeur général d'Ooredoo, Hendrik Kasteel, a souligné : «À travers notre accompagnement de cette 5e compétition annuelle des jeunes entrepreneurs, Ooredoo réitère son engagement dans le développement de l'esprit entrepreneurial et l'encouragement de l'émergence des jeunes talents algériens.» Le nouveau patron de l'opérateur téléphonique a indiqué qu'«à l'instar de nos programmes, la compétition de INJAZ El-Djazair vise à aider les jeunes Algériens à accomplir leurs projets ambitieux et concrétiser leurs rêves, et Ooredoo y contribue à travers son expérience internationale et son savoir-faire technologique». «Ooredoo poursuivra ses initiatives portant sur la promotion des compétences locales et pour le renforcement de l'écosystème digital national», dit-il.

Pour sa part, Sofiane Chaïb, président du conseil d'administration de INJAZ El-Djazair, a mis l'accent sur l'intelligence et la patience des étudiants algériens pour les programmes de INJAZ, en soulignant que ces

derniers sont revenus pour l'édition 2016 avec plus d'innovation, de créativité et d'idées nouvelles.

«Nous nous sommes efforcés de donner le meilleur de nous-mêmes, en tant que secteur privé algérien, en collaboration avec le secteur public, en l'occurrence le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, afin d'offrir à tous ces jeunes le meilleur accompagnement possible pour concrétiser leurs objectifs entrepreneuriaux», explique le président de Injaz El-Djazair, filiale de INJAZ Al Arab. Au sujet de la compétition, 10 entreprises ont été qualifiées pour la finale nationale. Lors de cette cérémonie, INJAZ El-Djazair a dévoilé les meilleurs projets d'entreprise de la 5e édition de la compétition, dans 4 catégories. Le prix de la «Meilleure Entreprise» a été décerné à GROW, le prix du «Meilleur Impact Sociétal» pour PARAMED, le prix du «Meilleur Produit» de l'année a été raflé par IKTASHIF et le prix du «Coup de cœur de INJAZ El-Djazair Alumni» a été décroché par GENIUS BEES.

Par ailleurs, l'équipe lauréate du prix de la meilleure entreprise représentera l'Algérie à la compétition régionale qui aura lieu les 21 et 23 novembre 2016 au Bahreïn, et qui verra la participation d'entreprises venues de 15 pays de la région du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord.

[Des Institutions internationales rassurées sur l'Algérie](#)

Source : L'Econews

Au moment où les indicateurs macroéconomiques suscitent des inquiétudes au sein de l'opinion publique et de la classe politique, les performances enregistrées par l'Algérie en termes de développement semblent être appréciées par les institutions internationales.

C'est le cas de la Banque Africaine de développement (BAD) qui, dans un récent rapport sur les objectifs du millénaire pour le développement OMD-ODD 2016 intitulé « vers une approche intégrée et cohérente du développement durable en Afrique », adopte une vision plutôt positive vis-à-vis de la situation de l'Algérie, voire souligne une « exception algérienne à l'échelle du continent africain ».

Dans son rapport, la BAD relèvera ainsi que plus de 3,4 millions d'emplois ont été créés entre 2001 et 2015 et le rythme de création d'emplois qui est de 3,6 %/an a progressivement réduit le chômage, passant de 27,3 % à 11,2 % au cours de la même période.

« Le gouvernement algérien met en œuvre plusieurs programmes de soutien à l'emploi en plus des interventions d'intégration professionnelle qui ont été lancées ces dernières années et qui ont déjà contribué à réduire considérablement la pauvreté », soulignent les experts de l'institution financière continentale, mettant en exergue qu'en Algérie, l'objectif de réduction de la pauvreté s'appuie sur des approches holistiques et intégrées dans plusieurs secteurs pour lutter contre la pauvreté en tenant compte de son caractère multidimensionnel.

Dans le détail, les rédacteurs du document que la BAD vient de rendre public cette semaine estiment que les réformes de ces dernières années en Algérie ont donné plus de résultats positifs dans le secteur de l'Agriculture et l'amélioration de la politique de sécurité alimentaire dans le pays.

« Dans le domaine de l'agriculture, des efforts ont été fournis pour améliorer les conditions de vie des populations rurales tout en réduisant les inégalités

entre les villes et les campagnes au cours de la même période. Les programmes mis en œuvre ont non seulement visé directement la production agricole, mais ont également facilité l'accès au marché et la création de la valeur ajoutée à travers le développement des infrastructures, notamment le réseau routier et l'accès à l'énergie », est-il mentionné à cet égard.

Dans son ensemble, la stratégie de l'Algérie reflète suffisamment l'efficacité des « solutions intégrées aux problèmes de développement, conformément à l'appel contenu dans le Programme de développement durable à l'horizon 2030 qui associe l'atteinte des objectifs ultimes de réduction de la pauvreté et des inégalités à des programmes de création d'emplois et de croissance économique, au développement des infrastructures et à l'accès à l'électricité », relève-t-on dans le rapport de la BAD qui conclut que « l'Algérie a atteint sa cible de réduction de la pauvreté longtemps avant 2015 et ses efforts ont fait l'objet d'une reconnaissance internationale à travers l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) en 2013 et 2015. »

[Le marché de l'Afrique Sub-saharienne visé par SAIDALYA](#)

Source : L'Econews

5000 visiteurs sont attendus à Constantine du 27 au 29 octobre qui abritera la première édition du salon de la Pharmacie, de la Parapharmacie, de la Santé et du Bien-être SAIDALYA organisé par l'agence MAACOM.

Un rendez-vous dédié pas uniquement aux professionnels algériens de la santé mais également à une vingtaine de décideurs sub-sahariens qui participeront aux côtés d'une centaine d'exposants

nationaux et étrangers. L'objectif visé par un tel événement est de « booster les ventes des produits pharmaceutiques et parapharmaceutiques, signer des protocoles d'accords pour l'export, s'approvisionner en médicaments, en produits parapharmaceutiques ou en dispositifs médicaux », selon le chargé de communication de l'agence Nadir Delimi qui précise que ce salon constituera « un espace d'échanges privilégié qui sera mis à la disposition des professionnels ». Notons que la consommation moyenne tous produits et services de la santé confondus connaît une croissance de plus de 9% par an en Algérie, d'où l'importance de cet événement qui pourra donner naissance à des plateformes de partenariat susceptible de déboucher sur des projets de création d'unités industrielles.

Des échanges d'expertises avec des professionnels nationaux et africains sont envisagés car il s'agira d'une rencontre grandiose dédiée au médicament, sa distribution, les soins sanitaires, le bien-être et toute une série de services annexes. Le marché subsaharien est très important pour la production pharmaceutique algérienne en plein essor et qui doit profiter du facteur proximité pour ouvrir de nouveaux horizons d'exportations pour ces produits.

Les organisateurs qui tablent sur une présence record de professionnels de la santé, ont invité d'imminents partenaires et plusieurs experts dans les domaines de la communication, du marketing et de la formation.

[L'Algérie a importés pour 19 millions \\$ de plantes](#)

Source : El Moudjahid

Malgré son énorme potentiel en matière de tous types de plantes aromatiques et médicinales et à parfums

(PAMP), l'Algérie a importé en 2015 une valeur supérieure à 19 millions de dollars en plantes.

Le marché mondial des importations de PAMP et à parfum en vrac a atteint 666 mille tonnes pour une valeur de 3,1 milliards de dollars en 2015. L'Algérie est classée 74ème importateur au niveau mondial. Concernant, le marché mondial des importations des huiles essentielles, il a atteint près de 4,5 milliards de dollars en 2015, l'Algérie en est le 44ème importateur. Le cumul de la valeur de ces deux catégories de produits, totalise un marché mondial d'une valeur de 7,6 milliards de dollars.

Selon les statistiques de l'Agence de promotion des exportations, la Chine est le principal pays exportateur si l'on additionne Hong Kong, avec 1, 163 milliards de dollars contre 237 millions de dollars pour l'Inde pour l'an 2015. Les voisins de l'Afrique du Nord à savoir l'Egypte est classée 8ème exportateur et le Maroc classé pour sa part 15ème.

La filière des plantes aromatiques et médicinales revêt une importance particulière pour l'économie algérienne en termes d'emploi, de valeur ajoutée et de possibilité d'exportation. Pour ce faire, l'Algérie devrait s'engager dans la voie de la normalisation et de la certification et se doter d'un marché structuré dans ce domaine. En plus des questions sanitaires et environnementales pour l'exportation dans cette filière, le principal enjeu est la capacité à assurer des livraisons régulières de plantes aromatiques et médicinales de qualité constante et à des prix compétitifs.

COMMERCE

Ooredoo lance la 4G à Tizi-Ouzou, Tlemcen et Béchar au même prix que la 3G

Source : Maghreb Emergent

Après Mobilis et Djezzy, l'opérateur de téléphonie mobile Ooredoo lance les services de la téléphonie mobile de quatrième génération (4G) en Algérie.

Ooredoo a annoncé ce samedi le lancement commercial de ses services 4G dans les wilayas de Tlemcen, Tizi Ouzou et Béchar. Dans un communiqué, l'opérateur de téléphonie mobile qui a reçu la notification officielle de l'Autorité de Régulation de la Poste et des Télécommunications (ARPT) précise que les abonnés de Ooredoo dans ces trois wilayas pourront accéder à la 4G « tout simplement en l'activant, dans une boutique Ooredoo ou dans un point de vente agréé, sans frais additionnels et au même prix que la 3G et tout en gardant le même numéro de téléphone ».

L'opérateur annonce également qu'au-delà de ces trois premières wilayas obligatoires, « Ooredoo couvrira une vingtaine d'autres wilayas dans les mois à venir notamment Alger, Oran, Sétif et Constantine ». « Ooredoo s'engage à poursuivre son œuvre de modernisation et de développement du secteur algérien des télécommunications en droite ligne avec la politique des pouvoirs publics et mobilisera tous les moyens nécessaires pour faire de la 4G un autre grand succès », a déclaré Hendrik Kasteel, le nouveau Directeur Général de l'entreprise cité dans le communiqué.

Ooredoo avait effectué avec succès les tests de téléphonie mobile 4G à Tlemcen le 11 juillet dernier. Les démonstrations ont été réalisées notamment pour le très haut débit mobile et la vitesse de téléchargement

d'applications depuis le portail de Ooredoo Ostore et sur différents terminaux mobiles (téléphone mobile et ordinateur portable).

« La 4G ouvre la voie à des améliorations considérables en termes de vitesse de téléchargement, de TV sur mobile, de streaming ou d'appels voix en qualité HD », note le communiqué qui précise que des pans entiers de l'économie vont également bénéficier de la 4G grâce aux nouveaux usages mobiles qu'offre cette technologie aux utilisateurs à l'instar du m-commerce, du m-paiement, du m-banking, du m-santé, du m-education etc.

Le taux de couverture du réseau 4G de Mobilis a atteint les 15 %

Source : Transaction d'Algérie

Le taux de couverture par le réseau 4G de Mobilis a atteint les 15 % dans la wilaya d'Oran, une semaine après le lancement officielle de cette technologie, a-t-on appris jeudi du DG de l'opérateur historique, Mohamed Habib.

Ce taux est appelé à atteindre les 40 % avant la fin de l'année en cours, a précisé ce responsable, en marge d'une visite de travail de la ministre de la Poste et des TIC à Oran. Cette technologie a été lancée, samedi dernier, dans trois wilayas, à savoir Alger, Oran et Ouargla. L'opérateur historique a mis sur le marché un pack 4G avec des smartphones "made in Algérie" avec un prix compétitif, a annoncé son premier responsable. Mohamed Habib a indiqué qu'actuellement le taux de couverture par la 4G est de 25 % pour Alger et de 15 % pour Ouargla. S'agissant de la couverture à l'échelle nationale, il a indiqué que des équipements ont été installés à Sidi Bel-Abbes pour couvrir la région Ouest du

pays, à Biskra et El Oued pour le Sud, à Constantine et Annaba pour l'Est et enfin à Blida, Tizi Ouzou, Tipaza et Bordj Bou Arreridj pour couvrir le Centre du pays. Le même responsable a annoncé que Mobilis compte se rapprocher des universités du pays dans le but de développer des applications et enrichir les contenus algériens. "Lancer la 4G c'est bien, mais il est plus important de développer un contenu web national", a-t-il estimé.

TRANSACTIONS & CONTRATS

Des puces électroniques et imprimantes 3D fabriquées en Algérie

Source : Liberté

Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Tahar Hadjar, a révélé, hier, lors de la conférence nationale des universités, le début de la production par des chercheurs algériens du CDTA d'Oran, des premières puces électroniques et de diapositifs électroniques. Il a, en outre, fait état de la signature d'une convention en matière de nanoélectronique avec l'une des grandes entreprises mondiales dans ce domaine, afin de permettre aux étudiants de créer leurs propres entreprises spécialisées dans la conception des "circuits intégrés", et, ainsi, créer le premier noyau de la "Silicon Valley" en Algérie. Dans le même sillage, il sera procédé, à partir du 1er novembre, à la dotation du marché algérien et des universités en cellules voltaïques mises au point par la base technologique d'El-Harrach. Aussi, le ministre a révélé la production par l'École polytechnique d'Oran de 100 imprimantes 3D et d'une autre 3D en couleur. De conception et de fabrication à 100% algérienne, cette imprimante dispose de multiples applications, médicales (orthopédie) et industrielles (pièces de rechange). Enfin, une base de données de normes

internationales, à l'instar de "Science Direct" de l'éditeur Elsevier, est sur le point d'être mise en place à Batna, a indiqué Tahar Hadjar.

REGIONS

Béjaïa : Arrière-port, de nouvelles voies d'accès seront réalisées

Source : El Watan

Une étude sera lancée prochainement pour dégager trois voies supplémentaires au niveau de la zone de l'arrière-port et qui sera réalisée grâce à un montage financier, a déclaré le wali lors de sa visite d'inspection au niveau de ce site.

Cela va permettre de décongestionner cet endroit, qui est pratiquement une zone industrielle vu le nombre d'entreprises installées sur place. La première voie mènera du boulevard Soummam vers Cevital, l'autre, qui sera en parallèle, viendra du même boulevard mais passera du côté de l'oued Soummam, alors qu'une troisième voie d'issue est prévue à l'intérieur de la zone. Le directeur de l'urbanisme est chargé de prévoir, dans le cadre de cette étude, un plan de circulation, qui sera rattaché aux plans de la ville bien évidemment, et d'aménager l'entrée du port, qui sera meilleure à l'actuelle.

Les travaux d'aménagement des voies, trottoirs ainsi que des carrefours lancés après treize ans de leur inscription (2003) au niveau de cette zone de l'arrière-port sont en voie d'achèvement, grâce à un montage financier total de 200 millions de dinars, qui associe, outre l'administration, les entreprises Cevital (35%), EPB (40%), Sonatrach (10%) et Naftal (10%). Sur place, le wali a insisté auprès du responsable de l'entreprise afin

de travailler pendant la nuit et achever au plus vite ces travaux.

Le wali a également inspecté le chantier d'aménagement et revêtement de la route principale de Taghzouit. L'entreprise chargée des travaux a été rappelée à l'ordre pour diminuer le délai de réalisation, fixé auparavant à 12 mois au moment où le président de l'Apc a été instruit de régler les problèmes d'oppositions rencontrés par l'entreprise, en organisant une séance de travail avec les concernés et assurer un suivi quotidien du chantier.

Béjaïa : Recul des projets financés

Source : El Watan

Un bilan comparatif de l'Agence nationale de soutien à l'emploi de jeunes (Ansej), représentant l'activité des sept premiers mois de 2015 et de 2016, fait état d'une chute vertigineuse des projets financés dans la wilaya de Béjaïa.

Ainsi, le nombre de ces derniers, qui était de 1105 durant l'année 2015, était de 651 durant les sept premiers mois de la même année et de 445 durant la même période de 2016, induisant une baisse de l'ordre de -32%.

Le nombre de dossiers déposés auprès des banques est passé, quant à lui, selon le même bilan, de 806 à 162, soit -80%, alors que le nombre d'accords bancaires a connu une baisse de 73%, passant de 911 à 250. Une baisse qui a, bien entendu, impacté l'emploi, lequel est passé de 1523 à 926 postes créés, soit -39%, montre également le bilan.

Cette baisse l'Ansej se l'explique «par les nouvelles orientations du dispositif édictées par l'Agence, en

termes d'activités à financer, de filières ou de secteurs d'activité à prioriser et du privilège accordé aux jeunes diplômés à travers un accompagnement particulier».

Afin de pouvoir bénéficier du soutien de l'Etat au financement, les projets doivent, en effet, porter principalement sur des «activités créatrices de richesse et d'emploi» et la diversification de celles allant «dans le sens des priorités retenues par le programme gouvernemental en matières de développement des filières industrie, environnement, agriculture, TIC, tourisme etc.» Cette orientation doit contribuer également à «la création de projets innovants et de qualité à forte valeur ajoutée (TIC et start-up) à travers un accompagnement réservé aux diplômés et aux jeunes issus de l'émigration», et à «réguler certaines activités».

Le même bilan montre, en outre, que le nombre de projets financés dans la wilaya, de la création du dispositif en 2011 jusqu'au 31 juillet 2016, est de 18 206, se répartissant par secteurs d'activités comme suit : agriculture et pêche (1310), BTPH (2980), industrie et maintenance (1776), profession libérale (518), Services (9483).

Sur l'ensemble des projets financés, dont 559 relèvent du domaine des TIC, seul 1614, soit 9%, l'ont été au profit des femmes. Globalement, de 2011 à 2015, l'Etat a financé 56% des projets portés dans le cadre de l'Ansej, indique le bilan, ajoutant qu'un pic est observé en 2012, qui s'explique par la modification des conditions et le niveau d'aide aux jeunes promoteurs prises lors du conseil interministériel du 22 février 2011.

En termes d'emploi, 43 553 postes ont été créés grâce à ces projets, indique le bilan. Quant au taux de recouvrement, jusqu'au 30 juin 2016 à Béjaïa, il était de

66%, avec 1 796 024 183 échéances tombées et 1 180 107 438 échéances honorées.

Kadiria : Plus de 22 km de pistes agricoles en voie d'aménagement

Source : Liberté

La daïra de Kadiria, composée des trois communes de Kadiria, Aomar et Djebahia, vient de bénéficier d'un programme d'ouverture de 22,5 km de pistes dans le cadre du Projet d'emploi rural (PER 2).

Ce programme inclut principalement le revêtement de la chaussée de piste à tout-venant de carrière (TVC), avec une couche de 15 cm compactée. Dans le détail et selon les responsables de la Conservation des forêts de Bouira, cette opération comprend la réhabilitation ou l'ouverture de sept pistes agricoles, reliant les différents hameaux des trois communes aux terrains cultivables. Il est vrai que dans l'optique et l'espoir de se sortir de la spirale infernale du chômage, beaucoup de jeunes chômeurs ont créé leurs propres entreprises agricoles. Ces dernières ont connu un franc succès, notamment grâce à l'esprit entrepreneurial des jeunes de la région. C'est dans le souci de les encourager que cette opération a été lancée.

De plus, les diverses localités de cette daïra offrent d'énormes opportunités en matière d'investissement, ce qui générera sans doute la création de plusieurs postes d'emploi dans cette région minée par le chômage. La durée des travaux des nouvelles pistes variera entre 2 à 4 mois, pour un coût total de 36 millions de dinars. Enfin, il est à noter que d'autres communes, à l'instar de Souk El Khmis, El Mokrani, Lakhdaria et Maâla vont bénéficier où bénéficient déjà

du même plan d'ouverture de pistes agricoles, a-t-on appris auprès des services de la même direction.

DIVERS

Marché mondial des céréales : Vers une baisse des prix record en 2017

Source : El Watan

Les perspectives favorables en matière de production mondiale de céréales devraient faire baisser leur prix à un niveau record jamais atteint depuis six ans, a indiqué l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), dans un communiqué publié jeudi dernier sur son site.

En effet, la production mondiale de céréales devrait atteindre cette année quelque 2,569 milliards de tonnes, soit une hausse de 1,5% par rapport à l'année précédente. La valeur des importations de produits alimentaires devrait baisser cette année de quelque 11% à 1,168 milliard de dollars.

S'agissant du blé, la FAO a revu ses prévisions à la hausse et table sur une production mondiale devant atteindre 742,4 millions de tonnes, aidée par des augmentations significatives en Inde, aux Etats-Unis et en Fédération de Russie, pays appelés à remplacer l'Union européenne en tant que plus grand exportateur de céréales. Cependant, selon la FAO, l'utilisation totale de blé ne devrait atteindre que 730,5 millions de tonnes. L'Organisation onusienne estime que cette situation «contribue à maintenir les stocks abondants et les prix relativement faibles».

Déjà, depuis le début de l'année 2016, les prix à terme du blé et du maïs ont baissé de plus de 16%. Depuis le mois précédent, les prix des céréales ont chuté de 1,9%,

affichant ainsi une baisse de 8,9% en comparaison avec son niveau de l'année dernière.

C'est la raison pour laquelle, l'Algérie a multiplié, depuis quelques mois, ses sorties sur le marché international pour des commandes de blé, la dernière étant celle datant de septembre dernier.

Selon l'agence de presse britannique Reuters, qui citait des traders européens, l'OAIC a lancé un appel d'offres pour l'achat de 700 000 tonnes de blé livrables en octobre et novembre, soit 560 000 tonnes de plus que ce qui était mentionné dans l'appel d'offres qui devait expirer fin septembre. Le prix de la tonne de blé étant estimé à environ 197 dollars, l'OAIC déboursa environ 137,9 millions de dollars pour les 700 000 tonnes. Traditionnellement, l'OAIC renforce ses achats de céréales, notamment en période de faible production locale, afin de consolider ses stocks et de compenser le manque d'approvisionnement traditionnellement en provenance de la France.

Les céréaliers français ont enregistré des pertes considérables de récoltes à cause des inondations survenues en mai et juin, au moment de la période moisson-battage.

Au printemps et en été, l'Office des céréales avait acheté 300 000 puis 400 000 tonnes de blé tendre. Les mauvaises récoltes en Algérie et les prix bas du blé à l'international ont ainsi motivé l'OAIC à acheter en quantité pour stocker. Selon le dernier bilan du ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, la production céréalière de l'Algérie a baissé à 3,3 millions de tonnes en 2015-2016 contre 4 millions de tonnes l'année précédente.

Une production record de 6,12 millions de tonnes avait été enregistrée en 2009. Pour expliquer ce recul, le ministère a évoqué plusieurs facteurs, notamment le verglas et la sécheresse qui se sont abattus sur les Hauts-Plateaux et la région ouest du pays, connus pour leur vocation céréalière.